



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Communiqué de presse

Billet d'humeur : « Décidément, les fonctionnaires agacent le Président ! »

« Je préfère m'occuper des ouvriers et cadres du privé qui sont lancés dans la compétition internationale que de fonctionnaires qui font un métier, certes difficile, mais qui ont un statut qui les protège ».

Ces paroles prononcées récemment par Nicolas Sarkozy dans les médias ne sont pas anodines et démontrent une fois de plus tout « l'intérêt » que le chef de l'Etat porte aux agents du service public.

« Diviser pour régner » est une maxime bien connue. Le président de la République ne se prive pas de le faire. Quel est le but recherché si ce n'est cette volonté de contourner les vrais problèmes en jouant la carte des salariés contre les fonctionnaires ?

Faut-il rappeler que ce ne sont ni les cadres, ni les ouvriers du secteur privé qui décident de la délocalisation ou de la fermeture de leurs usines ?

Faut-il rappeler que ce ne sont pas eux non plus qui sont lancés dans la compétition internationale, mais leurs entreprises ?

Est-il besoin de rappeler la politique constante d'exonération de charges patronales ? Soi-disant pour renforcer la compétitivité, permettre de créer de l'emploi, éviter des délocalisations.

Faut-il rappeler que ces ouvriers et cadres qui font l'objet de tant de sollicitude de la part du Président, subissent eux-mêmes les effets de l'ultra libéralisme et des choix politiques du gouvernement ?

Derrière ces « belles » paroles présidentielles, le premier « patron » de France poursuit son plan social dans la fonction publique par l'intermédiaire du projet de loi de finances 2012. En effet, le gouvernement prévoit la suppression de 30 400 postes de fonctionnaires, dont plus de 14 000 pour le seul Ministère de l'Education nationale.

L'application en aveugle de la révision générale des politiques publiques (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux), va porter à plus de 400 000 le nombre d'emplois publics détruits sur la période 2007/2013. Au-delà des dysfonctionnements que cela engendre pour le service public, ces mesures détériorent considérablement les conditions de travail des personnels tant sur le plan matériel que psychologique.

Peut-on parler véritablement d'économies quand le gouvernement dépense des millions d'euros dans des audits ou des outils qui ne fonctionnent pas. Un exemple ? Le projet « Chorus » (progiciel comptable) continue de faire des remous car actuellement, plus de 1,5 milliards d'euros ont déjà été dépensés alors que les économies résultant des suppressions de postes en 2012 devraient s'élever à 970 millions d'euros !

Force Ouvrière appelle tous les agents publics et fonctionnaires ainsi que tous les usagers, non pas à s'indigner, mais à résister à ce véritable plan social qui ne dit pas son nom.

Pour Force Ouvrière, l'heure n'est pas à la division, mais au rassemblement le plus large pour la défense des valeurs et principes du service public républicain au service de tous les citoyens sans exclusion.

Paris, le 04 octobre 2011

JE-NOUS-TOUS FO! 20 OCTOBRE
JE VOTE FO!